



Porto Rico en flammes

Par [Atilio A. Boron](#)

Mondialisation.ca, 07 août 2019

[Rebellion](#) 31 juillet 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#)

L'insurrection populaire de Porto Rico a renversé un gouvernement corrompu, réactionnaire et servile, qui a toléré le mépris et les insultes de Donald Trump lors du passage de l'Ouragan Maria en septembre 2017 et « l'aide humanitaire » que le magnat new-yorkais s'était personnellement engagé à distribuer. Étant donné que la Constitution portoricaine de 1952 ne prévoit pas la convocation d'élections dans des cas tels que l'actuel, le Président démissionnaire doit nommer, avant le 2 août, son successeur. De nouvelles pressions populaires pourraient faire exploser les normes coloniales et forcer l'installation d'un gouvernement de transition, mais il semble très improbable qu'une telle chose puisse se produire. D'autres alternatives, comme la convocation d'une Assemblée Constitutionnelle, semblent plus proches de la réalité, comme nous le verrons plus loin. Le facteur agglutinant des imposantes manifestations de rue a été la corruption éhontée du gouverneur Ricardo Rosselló, l'endettement phénoménal dans lequel le gouvernement de l'île est tombé, et la fuite de ses discussions révélant son homophobie, sa misogynie et son mépris des principales figures de l'opposition et même des victimes du cyclone.

Ce qui précède a exacerbé les problèmes sociaux chroniques de ce merveilleux pays, qui a réussi à faire échouer le projet américain de rompre avec ses traditions culturelles, ses formes de sociabilité, sa langue, son art, sa cuisine, sa musique et ses danses pour en faire une réplique antillaise d'Atlantic City. Une identité nationale forte était nécessaire pour résister aux pressions impériales pendant plus d'un siècle. Les Philippines, autre trophée de la guerre hispano-américaine, bien que beaucoup plus peuplées et étendues que l'île de l'enchantement, n'ont pas résisté à l'assaut culturel, politique et économique des États-Unis. Porto Rico a réussi, et c'est pour cela qu'elle est aussi « Latino-Caraïbéenne » que toute autre nation de la région.

Cela dit, on peut se demander pourquoi les grandes mobilisations de ces dernières semaines n'ont pas inscrit la question du statut colonial de Porto Rico à leur ordre du jour. Il y a plusieurs raisons à cela. La question a été soumise au plébiscite populaire à cinq reprises : pour trois d'entre elles en 1967, 1993 et 1998, la majorité a eu tendance à maintenir la condition « d'État Libre Associé » (Commonwealth), une expression trompeuse s'il en existe une pour un pays qui est une colonie des États-Unis et qui n'est pas une des trois choses que proclame la formule du Commonwealth, conçue par les Américains et leurs alliés sur l'île, principalement Luis Muñoz Marín, qui fut le premier gouverneur élu de Porto Rico. Lors d'un nouveau référendum organisé en 2012, les partisans de « l'État » ont triomphé, signifiant l'annexion aux États-Unis, mais les irrégularités du processus électoral et la froide indifférence de l'administration Obama à ce résultat ont condamné cette affaire à l'oubli. En 2017, le cinquième référendum, « l'État » a obtenu une victoire écrasante : 97 % des voix, mais avec un taux de participation très faible qui n'a même pas atteint les 23 %

et qui a sérieusement compromis la légitimité du verdict des urnes. Comme en 2012, les irrégularités dans la préparation du recensement et maintenant le mépris militant de Trump ont consacré la futilité de cette consultation populaire.



Comment interpréter ces résultats surprenants ? Premièrement, il faut rappeler que le statut colonial accorde aux Portoricains le statut de citoyens américains et, par conséquent, la possibilité d'entrer sur le territoire américain et d'en sortir sans visa ni obstacle. Dans une partie du monde où la migration vers la métropole impériale mobilise chaque année des millions de personnes, voire met leur vie en danger, précisément en raison des politiques néolibérales que Washington impose aux pays d'Amérique, la citoyenneté « incomplète » de la population portoricaine devient un puissant attrait pour maintenir le statu quo et archiver pour des temps meilleurs les aspirations d'indépendance là où elles existent. Simón Bolívar a prévenu à un stade précoce du rôle néfaste joué par les États-Unis dans la région et l'a laissé scellé dans une phrase contenue dans la lettre qu'il a envoyée de Guayaquil au Colonel Patricio Campbell le 5 août 1829, dans laquelle il disait que :

L'histoire a donné raison au Libérateur et la politique de Washington à l'égard de cette région depuis le début du XXe siècle a été de maintenir, à travers des dictatures sanglantes, un ordre néocolonial marqué par l'exploitation ancestrale de nos peuples et les injustices et oppressions séculaires héritées de l'ère coloniale. La « modernisation » introduite par le capitalisme dépendant favorisé par l'impérialisme américain n'a fait qu'aggraver et, par conséquent, alimenter une migration aussi tumultueuse et sans fin vers les États-Unis comme seule alternative réelle pour la survie dans les régions pauvres au sud du Rio Bravo.

La soumission à la Rome américaine est devenue effective grâce à son soutien permanent aux dictatures sanglantes qui ont dévasté la région et à la succession sans fin d'invasions, de coups d'État, d'assassinats, d'opérations déstabilisatrices, de sabotages et de blocus économiques ordonnés par la Maison Blanche ou, plus récemment, par les « coups doux » plus raffinés mais tout aussi mortels - cas du Honduras, du Paraguay, du Brésil et d'autres, avec des particularités sui generis en Équateur - ou dans l'imposition de politiques inspirées du Consensus de Washington, dans les dernières décennies du siècle dernier, et réactivées récemment lorsque la vague progressiste qui a marqué la politique latino-américaine depuis l'accession de Hugo Chávez à la présidence du Venezuela, début 1999, a connu un revers

important que l'incorporation tardive du Mexique de López Obrador au « cycle du progrès » ne peut compenser. Dans une telle situation, il est compréhensible que les millions de victimes du « développement capitaliste » à la périphérie cherchent un avenir dans la métropole impériale.

Nous avons dit citoyenneté « incomplète » ou « de faible intensité » parce que, contrairement aux autres citoyens américains, les Portoricains n'ont pas les attributs de la souveraineté populaire : ils ne peuvent pas élire les membres du Sénat ou de la Chambre des Représentants des États-Unis et ils ne sont pas qualifiés pour participer aux élections présidentielles aux États-Unis. Ce sont des citoyens de seconde classe, mais ils conservent le privilège douteux de servir – comme ils l'ont fait à plusieurs reprises – dans les forces armées américaines. On estime qu'un peu moins de 10 pour cent de ceux qui se sont distingués au Vietnam étaient Portoricains, alors que dans la population totale, les Portoricains ne représentaient que 1,5 pour cent. De toute évidence, c'est là que Washington est allé chercher sa chair à canon.

La combinaison des facilités migratoires et de la propagande permanente et écrasante de l'empire a profondément pénétré la conscience des masses populaires. Ajoutez à cela le fait qu'en tant que citoyens politiquement impuissants, ils ont toujours accès à un vaste répertoire de politiques d'aide sociale financées par le gouvernement fédéral et administrées de manière clientéliste par le Nouveau Parti progressiste et le Parti Démocratique populaire qui ont gouverné dans le passé. Il s'agit notamment de la gratuité de l'éducation, des bons d'alimentation, du logement subventionné ou simplement de la gratuité à perpétuité et sous certaines conditions, d'un vaste programme d'assurance chômage et de soins médicaux tels que « Medicare » et « Medicaid », qui brillent par leur absence dans une grande partie des Caraïbes à l'exception de Cuba. Ce fait est crucial pour comprendre les préoccupations qu'une éventuelle indépendance de Porto Rico – et avec elle la perte des « avantages » accordés par la citoyenneté américaine – provoque dans de larges secteurs des couches populaires.

En d'autres termes, le rejet du « statut d'État » a été acheté avec ces politiques que les gouverneurs et hauts fonctionnaires américains qualifieraient de « populistes » si elles étaient appliquées dans un autre pays d'Amérique Latine. Des politiques qui, gérées de façon clientéliste, ont entraîné une destruction importante du tissu social. Un exemple : la recherche sociologique montre que dans certains foyers, il y a trois générations de personnes qui n'ont jamais travaillé de leur vie et qui ont vécu pendant des décennies le « bien-être » du maître américain. Enfin, il ne faut pas oublier que l'empire, par son contrôle monopolistique des médias, a systématiquement et efficacement alimenté l'idée raciste que les Portoricains sont incapables de s'autogouverner et qu'en agissant ainsi, Porto Rico se retrouverait dans une débâcle équivalente à celle de Haïti.

Outre toutes les considérations qui précèdent, Washington n'a jamais fait part de son intention d'accorder le statut « d'État » à l'île. Cela ferait des États-Unis un État plurinational, à la bolivienne, ce qui est tout à fait inacceptable tant pour sa classe dirigeante que pour de larges majorités de l'opinion publique, surtout au milieu de la vague de xénophobie qui enveloppe le pays et que Donald Trump attise démagogiquement. En outre, dans l'état actuel des choses, la Maison-Blanche réalise sans peine ce qu'elle souhaite le plus : avoir un point stratégique de soutien à la géopolitique de la Grande Caraïbe avec les douze bases militaires installées sur la petite île. En outre, leurs entreprises en profitent parce qu'elles paient des taux d'imposition moins élevés et peuvent transférer leurs bénéfices à leurs patrimoines sans aucun obstacle ; et bien que l'aide fédérale au pays

des Caraïbes soit importante, la vérité est que Porto Rico perd et que les États-Unis l'emportent.



Le paradoxe, à résoudre à l'avenir, est la construction d'une force d'indépendance capable d'exprimer dans l'arène politico-électorale le nationalisme fervent – et, parfois, l'anti-américanisme pas du tout voilé – qui caractérise la nation portoricaine. Au cours des dernières semaines, un nouveau parti s'est imposé comme protagoniste, perçu avec espoir par nombre de ceux qui se sont mobilisés et sont descendus dans les rues de Porto Rico. C'est Victoria Ciudadana, point de convergence de divers secteurs et même de certains partis minoritaires anciens et respectés qui luttent pour l'indépendance. J'ai été informé que dans cette nouvelle formation politique, il y a beaucoup de gens qui croient en l'indépendance ou en une souveraineté nationale limitée, une sorte de république souveraine tout en maintenant leur « association » avec les États-Unis. La complexité de la composition de Victoria Ciudadana ne permet pas de hisser les drapeaux de l'indépendance, de sorte que la promotion de la convocation d'une Assemblée Constitutionnelle pour discuter du statut de l'île a été engagée. Une demande, qui, bien sûr, a trouvé une réponse publique favorable et pourrait avoir des résultats imprévisibles, mais qui en tout cas serait le principal – sinon le seul – point de coïncidence et d'unification de ceux qui constituent cette force politique.

Un élément qui ajoute à la complexité de la situation politique déjà alambiquée est le fait qu'au moins jusqu'à présent, les grandes mobilisations n'ont pas augmenté de manière significative l'accession à l'indépendance. En outre, il y a beaucoup de protagonistes de ces luttes qui soulignent qu'il pourrait même y avoir un effet exactement contraire puisque certains croient qu'avec le triomphe de l'État, la citoyenneté portoricaine jouirait des mêmes droits et avantages que ceux qui sont garantis aux autres États de l'Union Américaine. Il y a même des voix qui disent que face aux mauvais traitements subis par l'équivalent insulaire des républicains (le Nouveau Parti progressiste de Rossello) et l'administration Trump, une victoire éventuelle des démocrates aux prochaines élections présidentielles américaines ouvrirait la voie à la fin d'une « citoyenneté inachevée. Le fait que la jeune congressiste portoricaine Alexandria Ocasio-Cortéz, étoile montante dans le firmament politique de son pays, ait déclaré samedi dernier, 27 juillet, que « *le triomphe des grandes mobilisations populaires n'est que le début du processus de décolonisation, un*

processus d'autodétermination dans lequel le peuple portoricain commence à prendre en main son propre gouvernement autonome » ajoute à la complexité de la situation parce qu'elle s'était déjà prononcée en faveur de « l'indépendance de l'État », faisant valoir que les Portoricains auraient ainsi les mêmes droits que tout citoyen de New York ou de tout autre État de l'Union.

Bref, il ne serait pas faux de conclure que Porto Rico est une nation sans État (bien sûr, ce n'est pas la seule : il y a le cas du Pays Basque et de la Catalogne, sans aller plus loin) et, je voudrais ajouter, un pays avec une identité nationale solide à la recherche d'un instrument politique qui l'organise et la représente. Mais c'est quelque chose qui, pour l'instant, n'est pas à l'horizon aujourd'hui. Bien que personne ne devrait être surpris si la dialectique de la crise – le grand maître des peuples – a soudainement produit un regain d'intérêt dans la conscience des Portoricains, et ce qui semblait jusqu'à hier impensable aujourd'hui est devenu quelque chose d'envisageable. Il est clair que le clientélisme de l'aide sociale et la panique de perdre ces avantages conspirent fortement contre l'impulsion de l'indépendance. Mais si une telle chose devait se produire, si cette Assemblée Constituante avançait dans cette direction sur les épaules d'une grande mobilisation populaire, elle produirait un véritable tremblement de terre sur l'échiquier géopolitique régional et les réactions de la Maison-Blanche seraient ouvertement belliqueuses.

Atilio A. Boron

Article original en espagnol : [Puerto Rico en llamas](#), *Rebelión*, le 31 juillet 2019

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Rebelion](#)
Copyright © [Atilio A. Boron](#), [Rebelion](#), 2019

Articles Par : [Atilio A. Boron](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca